

Session Plénière du 2 et 3 juillet 2020

**RAPPORT N°20.02.09 Bilan à mi-parcours FEDER/FSE 2014-2020 et
Programmation 2021-2027**

Intervention de Philippe LOISEAU

Monsieur le président, mes chers collègues,

La communication de la Région sur les fonds européens relève plus que jamais du pari sur l'avenir. Un pari sur l'avenir tant il est vrai que la crise nous fait entrer dans une nouvelle zone de turbulence, lourde d'inconnues et de menaces, notamment pour nos agriculteurs. Et c'est d'eux dont je souhaite parler plus précisément ici puisque vous réaffirmez votre attachement au projet européen et votre implication croissante sur les questions liées à l'Europe. Il est d'ailleurs conforme à la réalité qu'au terme de la stratégie européenne de la Région pour les années 2017-2020, la Région a joué effectivement le rôle de collectivité intermédiaire entre l'Europe et les territoires, notamment dans la redistribution des aides dites européennes, quand bien même la France est-elle contributrice nette au budget de l'UE.

Dans son premier projet de budget pour la période 2021-2027, la Commission européenne a annoncé que celui serait 1.100 milliards d'euros et la PAC y représente un tiers des allocations. En prix constants de 2018, référence dans les négociations sur le budget, le budget de la PAC passerait de 324,3 milliards à 348,3 milliards, dont 258,3 milliards pour les aides directes et 90 milliards pour le développement rural. Un effort jugé insuffisant par les acteurs de la filière agricole d'autant que les débats autour de la nouvelle PAC ne font que commencer. La réforme va être négociée durant de longs mois.

C'est dans ce cadre que la région entend mettre en place sa stratégie visant, je vous cite, à repenser le système productif afin d'orienter les investissements sur des enjeux essentiels pour son avenir, dans l'optique d'une transition écologique volontariste. Rattrapé par le réel, vous donnez même raison aux défenseurs des souverainetés et des indépendances nationales en avouant implicitement les conséquences néfastes de notre dépendance à la mondialisation, ses impacts environnementaux sur notre sécurité, et notamment, il faut le préciser, en termes de sécurité et d'indépendance alimentaire.

Ce qui nous ramène à l'évocation dans votre communication du Plan Stratégique National de la Politique Agricole Commune, s'inscrivant dans le cadre de la PAC 2021-2027 et plus particulièrement de son volet FEADER.

Vous faites votre ainsi les 10 objectifs stratégiques identifiés par la commission européenne pour l'intervention du FEADER. Tout cela dans le climat d'incertitudes financières que nous évoquions précédemment et dont vous faites le constat prudent, que ce soit pour l'enveloppe FEADER proprement dite, ses modalités de gestion ou son calendrier.

La Région entend ainsi relayer un certain nombre d'initiatives qui, sur le papier, forment un ensemble de vœux pieux, pour ne pas dire de slogans, que la plupart des élus de cette assemblée ne peuvent que partager. Compétitivité, revenus garantis pour notre monde agricole, développement durable, protection des écosystèmes, de la biodiversité, aide à l'installation des jeunes agriculteurs, modernisation des installations, gestion des déchets, bien-être animal... Toutes choses auxquelles les agriculteurs sont attachés et pour lesquelles beaucoup d'entre eux n'ont pas attendu les leçons de morale des grands manitous bruxellois pour tenter de les mettre en œuvre.

Le problème c'est qu'au-delà des mots il y a les actes de la commission. Et ceux-ci sont souvent en opposition avec les grands principes proclamés, les objectifs affichés publiquement. La région se retrouve ainsi débitrice des injonctions contradictoires de la commission. Une commission européenne qui a déjà oublié ses promesses sur la nécessité d'une moins grande dépendance de nos pays aux importations venues du bout du monde et multiplie les accords de libre-échange déséquilibrés et désastreux pour notre filière agricole. Une Commission dont vous êtes les exécutants mais qui est pourtant toujours embourbée dans son vieux logiciel mondialiste, même repeint sous les couleurs ambiguës, écolo-progressiste du "green deal". Un ultra libre échangisme qui est pourtant la cause principale de la paupérisation de nos agriculteurs, des atteintes à l'environnement et à notre biodiversité

Vous vous félicitez ici notamment que 30% de l'enveloppe FEADER devra être orientée sur l'environnement. Fort bien mais, prenons cet exemple quelle stratégie efficace, vraiment volontariste la Région met en elle en œuvre contre l'artificialisation des sols sachant que la loi en France prévoyant une compensation sous forme d'espace vert pour chaque mètre carré bétonné n'est pas appliquée ?

Emmanuel Macron lui-même en avait fait le constat l'année dernière "La France a perdu un quart de sa surface agricole sur les 50 dernières années". Aujourd'hui, c'est l'équivalent de la superficie d'un département moyen qui est bétonné tous les 7 à 10 ans. L'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) indique que si ce rythme est poursuivi, d'ici trois générations, près d'un cinquième de notre territoire sera artificialisé, ce qui impacte notre capacité à conserver notre souveraineté alimentaire, voire à résister au changement climatique.

Dans le même ordre d'idée vous reprenez à votre compte la stratégie de la Commission européenne en faveur de la « biodiversité » et d'une alimentation de qualité « de la ferme à la fourchette » à « l'horizon 2030 ». Favorable depuis toujours au localisme nous ne pourrions qu'y souscrire.

Seuls les circuits courts permettent une bonne traçabilité, une garantie de qualité des aliments que nous mangeons, limitent les émissions de gaz à effet de serre liées au transport et bénéficient à nos économies locale, régionale et nationale.

Or, il faudrait cependant nous préciser si l'exécutif régional fait sien également le souhait de Bruxelles de réduire au moins de 10 % les terres cultivées dans l'UE. Et ce, au nom justement de la réintroduction de « paysages plus variés », mais sans s'attaquer à la cause première de leur disparition, le bétonnage : grandes surfaces couvrant plusieurs hectares, entrepôts horizontaux gigantesques, "ouvrage d'art" routier et autoroutier de taille anormale, friches industrielles, urbanisation anarchique des banlieues des agglomérations. Vos actions dans ce domaine sont au mieux timides, au pire inefficaces.

Ce souhait d'une diminution des surfaces agricoles est aberrant à l'heure où l'explosion démographique mondiale donne potentiellement des débouchés supplémentaires à un grand pays d'agriculture comme la France. Depuis les années 1980, nos agriculteurs éleveurs produisent ainsi chaque année plus d'aliments que n'en consomme les Français et en exporte la majeure partie. Réduire nos surfaces agricoles c'est méconnaître les dangers d'un monde où de nouveaux conflits, de nouvelles crises sanitaires et pandémies pourraient fragiliser nos filières d'approvisionnement. Il serait légitime et souhaitable d'informer nos agriculteurs, et plus largement les habitants de notre Région de la position qui est la vôtre sur ces questions.

Je vous remercie.